

... Et un
BAO DAI
pour
MAC ARTHUR !

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Cinquante-quatrième année. — N° 201

VENDREDI 4 NOVEMBRE 1949

Le numéro : 10 francs

Le crime permanent

C'est même plus pour que le latex continue à couler en Indochine qu'également coule le sang. Le colonialisme féroce et désuet est maintenant dépassé et on n'en conserve que son aspect militaire. La terre d'Indochine, de par sa position et face à l'avance de Mao, est devenue un enjeu stratégique.

L'hypocrite proposition de trêve faite par les « socialistes », la déclaration volontairement vague de Bidault, les bruits qui ont récemment circulé au sujet d'une éventuelle médiation du pandit Nehru, ne masquent plus l'évidence.

En Indochine, les hommes tombent, les villages flambent, les tortures se perpétuent de par la volonté, non plus seulement des gouvernants français, mais aussi de par celle de la Maison Blanche.

Tchang Kei Chek aurait décidé de s'établir à Kunming, capitale du Yunnan, province chinoise ayant frontière commune avec le Tonkin. Toute la péninsule est donc menacée de voisiner avec Mao dans un délai plus ou moins bref, ce dernier étant sûrement décidé à poursuivre sa promenade militaire jusqu'à son but final.

Bien qu'il soit à peu près certain qu'il ne commettra pas la faute politique de s'allier ouvertement avec Ho Chi Minh, on peut prévoir que des armes, alors, passeront d'un camp à l'autre avec une aisance dangereuse.

La Chine nationaliste ayant virtuellement disparue, Bao Dai le mannequin couronné se voit brusquement accorder une importance extrême. La récente admission de son gouvernement au sein des Nations Unies pour l'Extrême-Orient démontre qu'il va prendre la relève de Tchang Kei Chek et l'Indochine celle du Kuomintang.

On peut prévoir que des armes américaines vont affluer dans ce pays qui doit rester dans l'orbite occidentale et nous allons bientôt assister à une réédition de ce qui s'est passé en Grèce : l'U.R.S.S. et les U.S.A. se faisant la guerre sur un point du globe par personnes interposées. Et cela n'empêchera sûrement pas les Anglo-Saxons de nouer avec Mao des liens commerciaux et financiers, corollaires connus de toutes préparations aux hostilités. L'ambivalence politique n'est plus le monopole des bolcheviks. Aux U.S.A. on a adopté la méthode : d'un côté on négocie avec l'ennemi — en puissance — de l'autre on s'y oppose par le truchement d'un gouvernement étranger, en l'occurrence la France.

Jamais encore n'est apparue avec tant de clarté la soumission docile d'un Etat européen aux volontés yankees ; jamais non plus sa complicité dans la guerre qui vient. Et les malheureux qui vont se faire tuer dans les rizières, meurent pour préparer l'universelle dévastation.

La machine est maintenant en route et l'Indochine n'est plus qu'une dent de l'engrenage.

Aux peuples de juger s'ils doivent suivre passivement le mouvement ou s'ils doivent s'arrêter pour que cessent la fonte des canons et les transports d'armes.

TOUT est nouveau... voilà BIDAULT !

ENTREZ Mesdames et Messieurs, Le Palais des Marionnettes, ne reculant devant aucun sacrifice pour satisfaire le public, a renouvelé entièrement son spectacle.

Plus de Queuille immobile sur la corde raide. Plus de Mayer jouant avec ses favoris. Nous vous présentons maintenant un prestidigitateur formidable, exécutant rapidement et avec virtuosité des tours imprévus dont il acquit les secrets à Londres et à Washington. Nous pensons qu'il saura vous amuser, vous en mettre plein la vue, et que vous ne devinerez ses méthodes que lorsqu'il aura terminé, quand il sera trop tard.

Voyez son adresse. Compagnon de De Gaulle, il sait ne pas rappeler cette époque glorieuse d'une manière intempestive.

Employeur possible de Daniel Mayer, il ne stigmatisait pas les papiers de celui-ci à Duclos : « Quelles que soient les divisions au sein de la majorité nous ferons en sorte que ce ne sera jamais vous qui en serez les arbitres. »

Epris de liberté, il ne blâme pas Moch d'avoir dit : « La Presse n'a qu'à obéir sinon elle aura affaire à MA police. »

Non plus d'avoir téléphoné au préfet des Bouches-du-Rhône : « Je vous donne l'ordre de rétablir aussitôt les subventions aux écoles libres d'Aix-en-Provence. »

Bien mieux, il le confirme dans sa responsabilité au maintien de l'Ordre au ministère de l'Intérieur.

Amateur de bonnes nouvelles, il donne l'information à Teilgen. Et depuis, fréquemment, vous pouvez entendre les communiqués rassurants de Mgr Feltin : « L'école libre a la confiance des Parisiens. Mais elle est pauvre ! »

(Suite page 2, col. 5.)

L'Affaire GUYADER

L'« LIBERTAIRE » n'a jamais sacrifié et ne sacrifiera jamais au sadisme contemporain. Le « sang à la une », procédé fort en honneur dans la « grande » presse, en particulier celle du soir, ne nous salira jamais.

Cependant, il arrive qu'un fait divers caractérise avec une telle netteté la décadence générale et la perversion de certaines institutions, que nous ne pouvons le passer sous silence. C'est pourquoi nous avons déjà traité de l'affaire Scaffa, c'est pourquoi aujourd'hui nous nous penchons sur celle de Guyader.

M. Guyader qui m'a reçu fort aimablement et s'est empressé de me communiquer des renseignements très intéressants et dont nul n'a encore parlé — du moins avec exactitude — me demande dès l'abord de signaler ceci :

Bien que ne nourrissant aucune hostilité particulière contre les anarchistes, M. Guyader se déclare nettement opposé à leurs conceptions politiques et sociales et insiste sur le fait qu'il n'est pas venu à eux, mais eux à lui. Il reste cependant convaincu de leur honnêteté et de leur impartialité. D'autre part, il précise, afin qu'il n'y ait aucune équivoque possible, qu'actuellement, s'il est en conflit avec certains policiers, il n'en reste pas moins convaincu que l'institution policière et juridique est absolument indispensable au maintien de toute société.

Ceci dit, je suis tout à fait à mon aise pour exposer les faits. Je laisserai à nos lecteurs le soin de tirer eux-mêmes les conclusions.

Le 9 décembre 1948, aux environs de 16 heures 30, deux jeunes gens sont en excursion sur le territoire de la commune de Malnoue. Leur but est la visite d'un souterrain. Soudain, un coup de feu. Alain Guyader s'écroule. Panconi, l'assassin — il a déjà avoué — veut achever sa victime. Son arme s'enraye. Alors il s'en sert en guise de matraque, dévalise celui qui était son camarade de classe et s'enfuit. Crime crapuleux.

Mais Guyader revient à lui, regarde, ne comprend pas, appelle, se redresse et, rampant, s'accrochant aux palissades, aux arbres, parvient à gagner la route. Un camionneur passant par là le recueille et le dépose un peu plus loin dans une auberge. Il est alors 17 heures et exactement. La précision chronologique a une importance extrême, on va voir pourquoi.

Dans l'esprit de l'enfant blessé, des questions se posent :

« Que s'est-il passé ? Où est Panconi ? Ai-je été victime d'un piège à feu ? » (Ils étaient en effet dans une chasse gardée). Mais il ignore tout. Panconi lui ayant tiré dans le dos, à bout portant. Cependant, l'aubergiste s'inquiète et téléphone à la police. Deux policiers relevant de Pontault-Combault arrivent, et c'est à ce moment que débute la deuxième partie du drame.

Alain souffre. Il réclame des soins, un docteur. Il déclare son identité, son adresse et le numéro de téléphone de ses parents. Que faire ? On appelle une ambulance, elle arrive rapidement et s'occupe du blessé. Il est alors 17 heures 30.

A ce moment, un ennui surgit : Un ennui grave : j'ajoute plutôt : La victime avait été blessée sur un

territoire relevant de la juridiction de Vaires. Or les policiers dépendaient d'une autre juridiction, celle de Pontault-Combault ! Point capital, n'est-ce pas, et

par ERIC ALBERT

embarras bien compréhensible des policiers ! L'ambulance attend une décision. Alain demande que l'on téléphone à ses parents, que l'on fasse vite.

Il s'agit bien de cela ! Et le règlement ? Les policiers s'occupent donc de savoir à qui cette « affaire » incombe. C'est une « affaire », n'est-ce pas. Une affaire administrative et il faut avant tout dégager sa responsabilité en cas de complications. On ne sait jamais. On ne sait pas non plus, aujourd'hui encore bien clairement, pourquoi ces 2 hommes

représentants de « l'ordre » — ont téléphoné à droite, à gauche, à Paris et ailleurs — SAUF BIEN ENTENDU AUX PARENTS DE GUYADER et ce, exactement pendant 50 MINUTES. C'est en effet à 18 h. 20 que l'ambulance put enfin partir pour l'hôpital de Lagny, DONC 50 MINUTES APRES SON ARRIVEE.

Mais ce n'est pas tout. Le secrétaire du commissaire de Lagny, averti qu'un blessé suspect est en route pour l'hôpital de ce lieu, s'y rend. Il s'interpose et obtient que l'on SUSPENDE L'ANESTHÉSIE afin qu'il puisse procéder à un interrogatoire !!! Il faut croire que le chirurgien qui tenait entre ses mains la vie d'un enfant agonisant est lui aussi fort respectueux, trop respectueux de cette institution que l'on appelle : la

(Suite page 2, col. 1.)

Chronique sportive

A PROPOS DU MATCH FRANCE-YOUGOSLAVIE

C'ELA remonte à loin. A l'époque des culottes courtes, des gilets cloutés, des tabliers déchirés, des mollets griffés et d'une propreté relative. Dans la somme des calottes, regues, salaire journalier d'une turbulence excessive, nombreux sont ceux qui, parmi nous, peuvent faire le compte du fort pourcentage dû au contact peu orthodoxe de la ferrure du soulier avec la boîte de conserve de rencontre.

Et c'est peut-être là que se décou-

voient le rythme et les contours que ceux qui la frappent, imposent à la balle « officielle » voyageant aux quatre coins du terrain.

Nous avons dit — à l'occasion des Jeux Olympiques, comme du Tour de France — ce que nous pensions de l'exploitation financière du sport. Nous dirons peut-être un jour ce que nous pensons de l'hystérie de la mystique, en un mot de l'abrutissement collectif qui saisit la foule assistant à ce spectacle, en soi pas

par JOYEUX

vre l'origine de ce goût prononcé, non seulement des foules anonymes, mais encore de nombreux de nos camarades (dont je suis) pour le football.

Puis c'est le ballon, récompense d'une sagesse momentanée et qui a sur celle-ci l'avantage de ne pas être éphémère ; ensuite le club — ils sont des milliers et des milliers dans le pays avec des centaines de milliers de jeunes avides de mouvement — enfin, c'est le stade où, spectateurs mélancoliques, bedonnants, radoteurs et, malheureusement trop souvent, chauvins, les ex-jeunes viennent bercer d'obscurs souvenirs qui

plus mauvais qu'un autre, et dont le défaut primordial semble être, à notre époque, non pas d'exister, mais de s'imposer en dehors des proportions raisonnables.

Ce qui paraît collectivement valable dans l'émotion des spectateurs assistant à une rencontre de choix, c'est essentiellement cette communion qui les saisit, en dehors et au-dessus des préjugés raciaux, nationaux, philosophiques ou autres, devant l'élégance du geste, l'intelligence de la combinaison, l'à-propos des réactions, la précision de l'effort, la couleur, l'harmonie qui président aux évolutions, enfin et surtout peut-être, la solidarité, l'égalité qui semblent souder l'équipe.

Eh bien ! il paraît qu'en dehors de tout cela, il existe autre chose, d'autres valeurs qui doivent nous déterminer sur l'opportunité de mettre à profit une de ces magnifiques après-midi dont nous gratifie si généreusement l'automne parisien, afin de défendre nos nerfs fatigués et faire fonctionner nos réflexes.

Ces valeurs, sont des valeurs dialectiques.

France-Yougoslavie — l'équipe victorieuse serait-elle athlétiquement médiocre ? Ses joueurs auraient-ils la fâcheuse tendance à confondre les jeux du stade avec celui pratiqué dans certains commissariats de police ? Le manque d'équilibre retirerait-il de l'intérêt à la rencontre ? Le moral des joueurs ferait-il peser un danger sur la paisible population assidue au Stade de Colombes ?

Que non pas ! Le journal du « peuple » (sic), l'organe du « parti des travailleurs » (resic), vient, une fois de plus, de nous alerter à temps ! L'équipe Yougoslavie est yougoslave ! Là-bas dans ces montagnes que nos ignorantes imaginations nous représentent comme les colonnes de l'enfer, existe un certain Tito dont les compatriotes aux visages barrés de moustaches rébarbatives sentent le fagot.

La dialectique l'a dit, Maurice Thorez l'a confirmé, le journal de « salubrité publique » vous en informe. Les vrais, les purs, n'iront pas voir France-Yougoslavie.

Ils auront, il est vrai, la ressource de se rabattre sur une éventuelle équipe de Russie (mais, rentrerait-elle au bercail ?), comprenant dans ses rangs, le glorieux avant-centre, Staline, père des peuples et inventeur du « coup franc », le massif Molotov, ouvrier de « pointe », entourés d'équipiers qui ont fait leurs preuves. Il faut croire que le vice est profondément ancré et que les chemins

(Suite page 4, col. 1.)

LE JAPON APRÈS L'AVENTURE IMPÉRIALISTE

L'ÉVOLUTION SOCIALE ET LE MOUVEMENT OUVRIER

LE Japon efface lentement l'épouvante d'Hiroshima et de Nagasaki, et les masses échappées au massacre reprennent leur « rôle » : assurer la continuité de la vie économique et relever les ruines.

Ce peuple, très rapidement acquis aux méthodes occidentales, a payé cher son éveil à la vie industrielle et moderne.

Lorsque la guerre de Chine se déclencha en juillet 1937, le 40 % de la population nipponne vivait de l'agriculture qui fournissait au pays les 85 % de son ravitaillement.

L'agriculture se caractérisait par une multitude de lopins de terre entre les mains de petits paysans, par la prédominance des cultures vivrières, par une concentration croissante des grands domaines entre les mains de gros propriétaires fonciers non cultivateurs et par une agitation sociale particulièrement soutenue.

Vers la fin de 1935, la surface des terres par exploitation était en moyenne de 53 ares de rizières et 48 ares destinées à d'autres cultures. Environ 68 % des exploitations comptaient moins d'un hectare de terre et plus de 69 % des cultivateurs étaient fermiers ou journaliers.

Nous savons que le Japon est un pays montagneux et volcanique et que par conséquent la superficie cultivable est limitée.

Pendant les années de paix, le défrichement des terres atteignait une moyenne de 20.000 hectares par an, ce qui n'était même pas une compensation de la construction des routes, des chemins de fer et des bâtiments.

D'autant plus que la population augmentait de 800.000 à 1 million d'individus par an.

Cette pression de la natalité déterminait un renchérissement des vivres, une hausse spéculative des fermages, une misère effroyable parmi le prolétariat agricole, ce qui déterminait des conflits sociaux, tandis que les fermiers s'endettaient en perdant les procès que leur faisaient des propriétaires prompts à augmenter régulièrement les baux.

L'attaque de Pearl Harbor en décembre 1941 précipita l'évolution de l'économie nationale. Des mesures furent prises pour accroître la production alimentaire, réguler la distribution, améliorer les conditions de vie des paysans et limiter leurs migrations vers l'industrie et les villes.

Une législation paternaliste intervint pour réprimer les abus des gros propriétaires.

Pour accroître les ressources alimentaires, des subventions furent octroyées aux agriculteurs ; l'assurance sur les récoltes entra en jeu et le blé, l'orge, le riz, furent rationnés.

Des fonctionnaires spéciaux réglaient les conflits sur le fermage et les paysans

pouvaient contracter des emprunts avec amortissement à longue échéance.

Mais ces méthodes étant données, la répartition des terres favorisait finalement les gros propriétaires

(Suite page 2, col. 3.)

LA NUIT DU « LIBERTAIRE »

PALAIS DE LA MUTUALITÉ — Vendredi 11 NOVEMBRE, à 20 h. 30

24, rue Saint-Victor — Métro Maubert-Mutualité

Une formule entièrement nouvelle !

de l'humour, de la satire, de l'émotion, du rire, de l'adresse et, par-dessus tout, de l'ART



Groupe dramatique
SPARTACUS
du Mouvement Laïque
des Auberges de la Jeunesse

Léo CAMPION
des Deux-Anes

Léo FERRE
compositeur vedette de la radio

Jacques GRELLO
du Coucou

ROCCA
des Deux-Anes

présentation par
Georges QUEY
animateur du Caveau de la République

Grand Gala Artistique

avec le concours de :

Paulette CHARDIN
la délicieuse chansonnière

CRICRI et JO
acrobaties, comiques internationaux

CUADRO FLAMENCO del NINO DE CADIZ
Ballets andalous

Jean MARSAC
de la Lune Rousse

Henry MURRAY
de l'Odéon

LES GARÇONS DE LA RUE

GRAND BAL

avec l'orchestre dynamique José WILLANT et ses huit Compagnons
animé par les Rats de Cave de Saint-Germain-des-Prés

De Minuit...

ATTRACTIONS — SURPRISE...!

...à l'Aube

LES RÉFLEXES DU PASSANT



Les hommes nouveaux

découvrent chaque jour de nouvelles capacités. Merveille de la démocratie! Mais il ne faudrait cependant pas croire qu'un long et pénible apprentissage ne soit indispensable! Afin d'être prêts à toute éventualité, dans l'ombre ils se préparent à leur tâche future. Ainsi, M. de Récy s'adonne à l'étude du chalumeau et aux délicates manipulations boursières. M. Schmitter, actuellement ministre de la Santé (publique) depuis longtemps déjà se penche sur les complexes problèmes que posent la vente du champagne. Et il est regrettable qu'un homme aussi averti des questions vinicoles n'ait pas été placé d'office à la tête du « Commerce ».

On a bien raison d'affirmer que la France est le pays des grands hommes et surtout des hommes nouveaux. Tour à tour, un certain Moch, puis un nommé René Mayer, enfin un nouveau venu, G. Bidault ont été appelés par Vincent Auriol en personne afin qu'ils prissent en main les destinées de la République une et indivisible.

Ces hommes inconnus hier, brusquement célèbres aujourd'hui, sont issus des couches profondes où ferment le génie du peuple. Le mot n'est pas trop fort. En effet, nous savons que les nouveaux ministres ont eu d'humbles professions, mais que, littéralement catapultés par les impérieuses nécessités du moment, d'un seul coup, sont aptes aux fonctions les plus hautes, aux responsabilités les plus lourdes et concernant les domaines les plus divers qu'il s'agisse de marine, de guerre ou de sardines à l'huile.

On les voit tour à tour cheminot, paysan, ouvrier, juriste, stratège, moraliste, urbaniste, maçon, médecin, dentiste et même charlatan!

Ne négligeant aucune des activités humaines, et poussant l'omnipotence jusqu'aux confins de l'absolu, ils se

On pourrait citer encore bien des exemples, et de Klotz qui présida nos finances voici quelque vingt-cinq ans, ministre de son métier — escroc à temps perdu — à Gouin, fin connaisseur en vin cuit en passant par tous les spécialistes de l'anama, de Stavisky et de la Cour des Comptes, une lignée de grands hommes nous a menés nous en sommes à l'âge de l'économiquement faibles.

Quelle magnifique époque! Et ce n'est encore rien! Il paraît que sous peu va s'ouvrir devant le pays exalté une politique nouvelle, une politique avancée — comme faisaient.

Précisément : la baisse. Deuxièmement : l'augmentation des impôts. Troisièmement : la semaine de 72 heures.

Tous les espoirs sont donc permis. La France est en marche vers son imminent destin et tous les Français de bonne foi sont disposés à mourir pour quelle vive, tous, sauf celui qui, humblement, signe

OLIVE.

Le Japon après l'aventure impérialiste

(Suite de la première page)

Et l'échec se solda entre 1937 et 1940 par une diminution de la surface cultivée d'autant plus que les demandes des industries de guerre et la constitution des forces combattantes épongeaient la main-d'œuvre rurale.

LA SITUATION DANS L'INDUSTRIE

Accentué par la première et la deuxième guerre mondiale, ainsi que par les multiples campagnes de Chine, le développement industriel, tout rapide qu'il fut, ne changea que faiblement la structure économique qui vers 1930 avait une base de population de 50 % vivant d'agriculture et de pêche.

Les industries légères avaient une place prépondérante, le tiers de la main-d'œuvre industrielle totale travaillait dans les textiles et l'habillement, tandis que la grosse métallurgie, les constructions mécaniques et les industries chimiques jouaient un rôle mineur avec le 16 % du total des ouvriers occupés dans les mines et les fabriques.

En 1929, les industries textiles occupaient plus de la moitié des effectifs ouvriers et c'étaient les textiles qui formaient le 40 % de la valeur totale de la production.

L'oligarchie financière très concentrée, le « Zaibatsu » exerçait son influence tentaculaire sur l'industrie, les banques, les mines, les transports et le commerce extérieur.

En 1937, le quatuor bancaire du groupe Zaibatsu, Mitsubishi, Sumitomo et Yasuda drainait le tiers du total des sommes investies dans les banques privées et le 70 % du total des capitaux japonais était déposé dans les caisses de filiales.

Les trusts Mitsui et Mitsubishi contrôlaient la totalité de l'industrie du papier, le 70 % des minoteries et le 44 % des raffineries de sucre. L'industrie chimique, l'essentiel de la production des engrais

était entre les mains des quatre consortiums.

Cette emprise était aussi totale dans l'industrie aéronautique, la production du verre à vitres, dans les industries de la laine, du coton, de la rayonne, du ciment.

Mais la concentration financière n'était pas suivie par l'intégration des entreprises, ce qui fait que la production industrielle du pays venait dans sa majeure partie des petits établissements pour être réunie dans les mains du puissant cartel financier dont nous parlons.

La grande crise de 1930, en rétrécissant les débouchés standardisa la production pour abaisser le prix de revient. L'Etat d'ailleurs intervint dans le contrôle économique en particulier pour faciliter le passage de l'économie de paix à l'économie de guerre de 1937. Une loi sur la réglementation de la production, de la vente, des prix, à défaut de resserrer l'étreinte des grands monopoles, devait assujettir toutes les entreprises privées aux vues de l'Etat.

L'Etat contrôla sévèrement les industries représentant une importance stratégique et il est évident que cette évolution vers la guerre, allait trouver un obstacle dans l'insuffisance des ressources en matières premières.

Dans les faits, une nouvelle chose ne bougea. L'organisation du temps de guerre visait la réglementation de la production et la distribution des denrées alimentaires persista.

Mais avec une réforme des modes d'occupation du sol, le contrôle des banques et des grandes entreprises, la réglementation des relations professionnelles atténuant les abus du bon plaisir national, la création d'une législation ouvrière calquée sur les législations démocratiques, la vieille structure féodale et totalitaire du pays vola en morceaux : la famine, l'inflation et l'agitation sociale ne furent pas étrangers à cette évolution.

Sous la pression des autorités d'occupation, le gouvernement promulgua des lois antitrust destinées à liquider les sociétés anonymes, à organiser en sociétés indépendantes les groupes à concentration exagérée.

En février 1948, 257 consortiums furent classés dans cette catégorie et contraints de modifier leur structure et faire disparaître leurs tendances au monopole.

Les autorités occupantes visaient ainsi

leur sans distinction de sexe. Et comme la fourniture réclamait toujours davantage de chair à canon, 2 millions 500.000 adolescents virent, en 1941 et 1942, à raison de 11 heures par jour, les travailleurs militarisés à peine adultes, dans les emplois non qualifiés.

La machine de guerre japonaise n'avait pas assez de ses nationaux. Elle puisa dans les Coréens et parmi les ressortissants des régions occupées.

L'EVOLUTION APRES LA GUERRE

Après la capitulation japonaise en août 1945 et l'occupation du pays par les puissances alliées, une nouvelle politique économique et sociale parut être esquissée.

Il fut question de favoriser le développement des organisations ouvrières industrielles et agricoles ; on parla d'appliquer une politique qui assure une large distribution des revenus et de la propriété des moyens de production et d'échange.

Les principes politiques publiés à la Maison-Blanche le 22 septembre 1945 parlaient aussi de favoriser les formes d'activité et d'organisation économiques qui tournaient le dos aux fins militaires.

Dans les faits, une nouvelle chose ne bougea. L'organisation du temps de guerre visait la réglementation de la production et la distribution des denrées alimentaires persista.

Mais avec une réforme des modes d'occupation du sol, le contrôle des banques et des grandes entreprises, la réglementation des relations professionnelles atténuant les abus du bon plaisir national, la création d'une législation ouvrière calquée sur les législations démocratiques, la vieille structure féodale et totalitaire du pays vola en morceaux : la famine, l'inflation et l'agitation sociale ne furent pas étrangers à cette évolution.

Sous la pression des autorités d'occupation, le gouvernement promulgua des lois antitrust destinées à liquider les sociétés anonymes, à organiser en sociétés indépendantes les groupes à concentration exagérée.

En février 1948, 257 consortiums furent classés dans cette catégorie et contraints de modifier leur structure et faire disparaître leurs tendances au monopole.

Les autorités occupantes visaient ainsi

le trust Zaibatsu et les cartels dont la concentration de la puissance économique se révélait dangereuse sur les marchés mondiaux. Elles visaient aussi la puissance militaire nippone en détruisant des arsenaux et des fabriques d'avions.

Mais les manufactures de machines-outils et de roulements à billes, les usines de fournitures navales, de soude caustique, d'acide sulfurique et de chlorure, les usines thermiques et électriques, à part ce qui était indispensable pour l'économie nationale, furent démantelées à titre de réparations de guerre.

CONDITIONS SOCIALES

En mai 1948, la durée de travail a été fixée à 8 heures par jour et à 48 heures par semaine.

L'âge minimum d'admission à l'emploi a été porté à 15 ans. L'assurance-accident et l'assurance-chômage sont obligatoires et un système de bureaux de placement public et gratuits a été établi pour liquider les innombrables intermédiaires que sont les recruteurs professionnels.

Pour la première fois dans l'histoire du Japon, la loi sur les syndicats du 21 décembre 1945 reconnaît aux travailleurs le droit de s'associer en vue de négocier leurs salaires. Il y a lieu de penser que cette nouvelle réglementation n'a fait qu'exprimer en le déformant un phénomène social, puisque de 9 qu'ils étaient en octobre 1945, les syndicats sont passés à 35.376 en octobre 1948 et d'un peu plus de 5.000 adhérents, ils en comptent maintenant près de 6 millions 600.000.

Mais il est évident que le mouvement ouvrier japonais aura à lutter contre l'emprise politique qui s'efforce de faire des syndicats de simples dépendances des patrons.

La Sodomei ou fédération nationale des syndicats a d'ailleurs tendance à s'unir aux partis de droite et le Sanbetsu ou Congrès national des syndicats industriels aux partis de gauche. Ce qui montre clairement que l'évolution de ce peuple de 80 millions d'habitants en pleine croissance connaît les vicissitudes et les errements des peuples plus avancés.

Le Japon reprend sa place dans l'économie mondiale en sacrifiant des millions de paysans et d'ouvriers concernés par la guerre et ses séquelles.

ZINOPOULOS.

L'AFFAIRE GUYADER

(Suite de la première page)

police ! Quoi qu'il en soit, il s'efface devant « la loi » et Alain explique alors qu'ayant rendez-vous avec Petit et ne l'ayant pas trouvé, il avait décidé de faire seul l'excursion projetée.

Encore une fois, il décline son nom, son adresse, supplie que l'on veuille bien téléphoner à ses parents.

Mais qu'importent ces détails ! Petit est dans le « bain ». C'est grave. La vie ne compte pas. Ce qui compte, c'est d'éviter des compromissions fâcheuses. Le chirurgien attend. Patiemment. L'interrogatoire se poursuit, mais Alain s'évanouit. Le policier se retire. Hélas ! il est trop tard.

L'hémorragie interne, facilement jugulable une heure plus tôt avait fait son œuvre.

Et ce fut le lendemain seulement que l'on daigna enfin avertir la famille. Pourtant, Alain qui, pendant tout son calvaire, ne perdit pas un seul instant conscience, réclama sans cesse ses parents. Il faut croire que ces messieurs de la police avaient bien d'autres chats à fouetter. A côté d'annus administratifs toujours possibles, et la désagréable perspective d'inquiéter un chef hiérarchique et risquer de compromettre ainsi leur avancement, un enfant suppliant et gravement blessé est bien peu de chose.

L'histoire du pendu de Saint-Germain s'est donc réalisée. La machine administrative, alourdie encore par l'inconscience de ses représentants a, en fait, achevé Alain Guyader.

Mais qui est Petit et pourquoi Guyader a-t-il menti ? Petit est le fils du commissaire de police de Lagny. Et Alain a menti pour couvrir son ami Panconi. Dans l'esprit du malheureux enfant, il

ne s'agissait que d'une peccadille, tout au plus d'une contravention pour avoir pénétré dans une chasse gardée. Et comme Petit était absent, Panconi disparu, il prenait ainsi seul la responsabilité de cette vénélie.

Alain Guyader, victime de son imagination facétieuse, comme nous allons le voir, est mort sans savoir qu'il avait été assassiné. Heureusement. Ses derniers instants n'en auraient été que plus terribles.

A l'époque, les journaux ont tous longuement parlé de « l'affaire des J 3 ». A notre stupéfaction, nous apprenons alors que Alain Guyader, est enfant de 16 ans, était un redoutable chef de « gang ». Trafiquant d'armes pour l'Irgoun, pour le P. C. F., pour le R. P. F., trafiquant d'or également, riche à millions, possédant voiture, maîtresse et trois appartements, père de surcroît d'un garçonnnet, il mène grande vie. Ses poches sont bourrées de dollars, de livres, — il les exposait même avec fierté — (on saura par la suite qu'il s'agissait de devises de la Sainte-Farce) et sa munificence lui vaut de nombreux amis. Des ennemis aussi.

Mais Alain peut-il un instant soupçonner que le monde dans lequel il vit est un monde pervers où le crime sainte à chaque pas ?

Cependant, ces histoires rocambolesques, jallies d'un cerveau trop imaginaire, vont être exploitées, montées en épingle, présentées comme authentiques. C'est le commissaire Petit qui s'en charge. Son fils est compromis — on sait aujourd'hui qu'il est l'instigateur et l'organisateur du crime — et il s'agit de faire diversion. Un jour deux policiers

se présentent chez M. Guyader qui les reçoit parfaitement, croyant avoir affaire à des hommes chargés d'éclaircir cette douloureuse tragédie. Erreur ! Ils viennent perquisitionner !

Officiellement, il s'agit de rechercher les preuves de l'activité condamnable de la victime, du « chef de gang » exécuté au cours d'un règlement de compte. En réalité, faire disparaître toute trace risquant de compromettre le fils du commissaire. C'est ainsi que des documents accablants pour Petit ont disparu, et c'est pourquoi M. Guyader, vient de se constituer partie civile auprès du juge d'instruction, M. Bertholon. D'autre part, il porte plainte contre les policiers qui ont abusivement interrogé Alain, se rendant ainsi coupables d'homicide par imprudence (sic).

Sans commentaires.

Militants !

Défendez le « Libertaire » en contrôlant les marchands de journaux de votre quartier, en contrôlant les centres de diffusion dont l'adresse vous sera donnée à tous les kiosques.

Ne tolérez aucun sabotage dans la diffusion du journal.

Reclamez-nous une carte de contrôleur de presse (envoyez une photo d'identité).

FEDERATION ANARCHISTE

La Vie des Groupes

1^{er} REGION

Service de librairie chez Laureyns Georges, 80, rue Francisco-Ferrer, à Fives-Lille (Nord).

2^e REGION

PARIS. — LOUISE-MICHEL (18^e). — Réunion de tous les militants, jeudi 3 novembre 1949, à 20 h. 45, 20 rue Léon (sous-sol Olympique).

LIVRY-GARGAN. — Reprise des réunions du groupe les 2^e et 4^e lundi du mois, à 21 h. Salle Noize, en face le stade, autobus, 147, descendre à l'arrêt de la Mairie.

MONTREUIL-BAGNOLET. — Réunion, tous les mercredis, Café du Grand Cerf, 171, rue de Paris, Montreuil, Métro Robespierre.

SAINT-DENIS. — Mardi 8 novembre 1949, réunion à 20 h. 30, 7, rue Jeannot, au Café, près du théâtre municipal. Les militants et sympathisants sont cordialement invités à venir donner leur appui au groupe pour sa formation.

3^e REGION

Pour ce qui concerne la 3^e Région, se mettre en communication avec E. Mazeau, 2, impasse de la Lune, à Strasbourg.

8^e REGION

OUILLINS. — Dimanche 6 novembre, 9 h. 30, Café Charles, rue Pierre-Semard, constitution d'un groupe libertaire.

SAINT-ETIENNE. — Groupe Schastien-Faure. — Nous informons ceux qui s'intéressent à la vie de notre mouvement, que des permanences existeront aux heures ci-dessus samedi 29 octobre, de 17 à 18 h., dimanche de 10 h. 30 à 11 h. 30, local de J.A.A., rue de la Barre (au fond de la cour).

BIBLIOTHEQUE. — Les détenteurs d'ouvrages sont invités à les rapporter pour classement.

9^e REGION

BORDEAUX. — LIBRAIRIE SOCIALE. SERVICE TOUTS LES DIMANCHES DE 10 A 13 H. VIEILLE BOURSE DU TRAVAIL, RUE LAUNDE, N° 42.

10^e REGION

TOULOUSE. — Le groupe libertaire se réunit tous les deuxième et quatrième vendredis du mois au Café des Sports, boulevard de Strasbourg, à 21 h. à Toulouse.

TOULOUSE. — Un service de librairie se tiendra tous les dimanches matin, rue du Taur, en face le n° 71.

MARSEILLE. — Groupe du Centre. — Les compagnons du groupe sont invités à assister régulièrement aux réunions du groupe chaque mardi, à 19 heures, au local habituel. Travail important. Présence de tous indispensable.

ROGNAC-BERRE. — Groupe Inter-Local. — Adhésions, renseignements : Roy L., boulevard Jean-Jaurès, Rognac.

F. A. SECTION NORD-AFRICAIN. — Pour tout ce qui concerne le mouvement libertaire spécifiquement nord-africain, prière de se mettre en communication avec DOUKHAN, 6, rue du Roussillon, ALGER.

PETITE CORRESPONDANCE

Je cherche le premier volume de « Scritti di Malatesta » en langue italienne en vue de traduction. Ecrire à MINALDO Libero, 39, rue des Fauvelles, Courbevoie (Seine).

Laureyns Georges, de Fives-Lille, à Georges Bonnefond, de Caracas (Venezuela). Bien reçu chèque pour Meurant. Merci.

REDACTION-ADMINISTRATION Robert JOULIN, 145, Quai de Valmy Paris-10^e C.C.P. 5561-76

FRANCE-COLONIES 1 AN : 500 FR. — 6 MOIS : 250 FR. AUTRES PAYS 1 AN : 750 FR. — 6 MOIS : 375 FR. Pour changement d'adresse, joindre 25 francs et la dernière bande

RÉUNIONS PUBLIQUES ET CONTRADICTOIRES

2^e REGION (PARIS-14^e)

MERCREDI 9 NOVEMBRE, à 20 h. 30

Salle Etioilé

63, rue Froidevaux Métro : Gaîté-Denfert-Ruchereau

« L'Exploitation des Travailleurs par les Politiciens »

Orateurs : FONTAINE — BOUCHER

PARIS (5^e)

Groupe Sacco et Vanzetti Palais de la Mutualité (pour la salle, consulter le tableau d'affichage)

Métro : Maubert-Mutualité 15, rue Saint-Victor le vendredi 4 novembre

Comment lire les journaux »

4^e REGION

TOURNEE ARISTIDE LAPEYRE Dieu n'existe pas

VANNES

Dimanche 6 novembre

LORIENT

Lundi 7 novembre

BREST

Mardi 8 novembre, 20 h. 30

Salle du Théâtre Municipal

PORNICHET

Mercredi 9 novembre

Salle de l'Europe à 20 h. 30

Morale chrétienne ou morale anarchiste

10^e REGION TOURNEE JOYEUX La gestion ouvrière est-elle possible ?

Les connaissances techniques des travailleurs sont-elles suffisantes ?

TARBES

Lundi 14 novembre à 21 heures

Salle de la Mandolnata à la Mairie

TOULOUSE

Mardi 15 novembre à 21 heures

Salle de l'Anclenne Faculté des Lettres, rue de Rémusat

Ces conférences sont publiques et contradictoires. Que dès maintenant, tous les camarades de ces localités fassent le maximum de propagande pour leur succès.

Conférences - Débats

8^e REGION LYON. — Le samedi 5 novembre 1949, une conférence aura lieu au Café du Bon Accueil, 71, rue de Bonnel, à 16 h. 30 : L'objection de conscience, par le camarade Laroche. Les sympathisants sont cordialement invités.

La Nuit du «Libertaire»

Le 11 novembre, dans la grande salle de la Mutualité, notre tour jeune « Libertaire » recevra tous ses amis. Nous avons voulu que cette année le programme soit autant que possible encore plus corsé que les années précédentes, et c'est pour cela qu'au gala succédera la « Grande Nuit » de notre journal.

Le programme réunira une pléiade de vedettes parmi les plus appréciées du public parisien. De la musique, du chant, de la pensée aussi, mèleront le gala proprement dit qui sera soutenu par un grand et brillant orchestre.

Ensuite le grand Bal de Nuit, coupé d'attractions-surprise se déroulera jusqu'à l'aube.

Rien n'a été négligé pour que cette soirée soit digne de notre journal, qui, tout en étant le vétéran de la presse hebdomadaire, reste le plus jeune des journaux d'avant-garde.

L'organisation de cette fête a posé des problèmes d'organisation complexes. Nous désirons que, parmi nous, nos auditeurs trouvent le maximum d'aise,

de confort pour pouvoir pleinement goûter le spectacle de choix que des milliers de lions de la scène et du ring ont voulu bien leur offrir.

Pour que ce vœu se réalise, il nous faut la collaboration du public lui-même. Nous demandons donc à nos invités de faciliter notre tâche en aidant les camarades bénévoles chargés de les conduire à leurs fauteuils et de les renseigner sur les modalités du programme.

Les artistes qui prêtent gracieusement leur concours savent que les auditeurs de cette fête composent le public le plus réceptif de Paris et que leur talent sera payé par des applaudissements de qualité.

Les organisateurs, eux, se considèrent comme largement payés de leurs efforts par la réussite d'une fête qui aura une fois de plus vérifié la formule de Reclus :

« L'anarchie est la plus haute expression de l'ordre »

LE COMITE D'ORGANISATION DE LA FETE.

Voilà Bidault !

(Suite de la première page)

Admirateur de la charité chrétienne, il maintient Schumann aux Affaires étrangères. Donc, rien à craindre pour la Paix.

Les Américains menacés par 7 millions de chômeurs, pourront nous vendre leurs produits, et leur promette. « Les armes nous sont promises si nous reconstituons commandement et troupes. » Aucune mention des bases que les U.S.A. voudraient utiliser dans les pays européens.

Les manœuvres aériennes des U.S.A., le rallongement du service militaire en Angleterre, les bases aériennes au Benelux, les soldats amassés à Hong Kong, la promesse de matériel américain aéronautique à la Yougoslavie, les mines déposées le long de la frontière austro-hongroise, la déclaration de Franco à Lisbonne, parlant de la position stratégique des nations ibériques dans le plan de défense de l'Occident, les opérations militaires contre le Viet Minh, demandées par l'évêque de Phatdiem.

Tout cela ? Vétilles. Une pirouette, et le jeu est escamoté.

Non, Mesdames et Messieurs, notre prestidigitateur actuel n'est pas « mané » par l'extérieur.

La preuve ? L'Angleterre, la Norvège, le Danemark, forment un groupe indépendant dans l'organisation du Pacte Atlantique.

La preuve encore ? Les démontages d'usine en Allemagne sont en sommeil. Et Théodore Heuss, jouissant de la confiance américaine écoute 80.000 personnes chanter :

« O Dieu, protecteur de toutes les batailles, nous vous adorons », tandis que Pieck vocifère son espoir que toute l'Allemagne sera un jour réunie, sous la houlette de la « liberté ».

Ce qui, soit dit en passant, suppose dans l'état des choses le rejet par la force de l'un des occupants.

A l'intérieur, outre le réveil d'influence de l'Eglise déjà citée, réveil des droites et royalistes. De Gaulle annonce du changement pour bientôt, Maurras demande la révision de son procès, Reynaud ressuscite avec les agités de droite et propose la dissolution spontanée des Chambres, le retour à une production intensive.

Vous le voyez, chers spectateurs payants, tout est nouveau. Nous espérons que vous serez contents. L'imprévu se prépare. Plus de 600 millions au budget militaire sans compter le matériel yankee. Coalition forcée à base américaine, grosso-modo, de la moitié du monde, face à l'autre moitié d'obédience stalinienne.

Entrez, entrez, et payez — Ne craignez rien. Tout est nouveau, et l'on saura vous « distraire ». Le prestidigitateur est malin : une pirouette, et n'y pense plus.

Et il est bon, et juste. Il l'a dit lui-même : « Je suis comme Saint-Louis rendant la Justice sous un chêne. Certain or est caché sous un arbre ».

(L'arbre, c'est la Force; le Roi, de Gaulle, Pétain. Pourvu que l'arbre ne tombe et ne nous écrase !)

Et il est simple : « Il faut gouverner au Centre avec des moyens de droite pour atteindre des buts de gauche ».

Et il est vrai : « Messieurs les députés je ne vous convoquerai pas cet après-midi. On ne peut traire une vache toute les deux heures ».

Entrez spectateurs, vous allez voir quels « tours de vache » on vous prépare. Nous espérons que l'artiste vous plaira et que vous ne le

CULTURE ET RÉVOLUTION

ALLEMAGNE 49 (3)

La nouvelle réaction allemande

Le développement en cours depuis 1945 ne pouvait qu'aboutir à une nouvelle réaction allemande plus violente encore qu'après 1918. Distinguons deux éléments de cette réaction.

1° Déception des espoirs antifascistes et antimilitaristes dans le peuple.

2° Les cadres du nationalisme et du militarisme qui en 1945 tremblaient par crainte d'être liquidés par la colère du peuple, sont intacts, bien conservés et de plus en plus insolents.

Examinons d'abord l'évolution de l'état d'esprit général.

Il ne faut pas s'étonner que la dictature nationaliste quadruple des puissances d'occupation ait provoqué une déception terrible dans le peuple. N'oublions pas que ce jour quadruple a été imposé au nom de la Démocratie et du Socialisme.

La situation de 1918-1933 a été reconstituée depuis 1945 mais sous une forme bien plus grave : la Démocratie est compromise comme système d'exploitation dirigée contre le peuple ; les partis politiques sont compromis comme valets et collaborateurs au service de l'occupant ; un nouveau chômage artificiellement cultivé fait ses ravages. Il faut ajouter à cet état de choses les ruines, les millions de prisonniers dont on ignore ce dont ils sont devenus, les millions de réfugiés de l'Est, l'incertitude absolue quant à l'avenir.

Cependant, la différence par rapport à 1918 est encore bien plus grande. A cette époque il y avait une vague révolutionnaire générale : le peuple s'était levé et avait chassé le Kaiser ; dans sa marche en avant il fut arrêté à mi-chemin et rejeté par les forces unies de la social-démocratie et de la réaction. Les idées social-révolutionnaires continuaient néanmoins d'agir sur les masses et le mouvement libertaire influençait alors des centaines de milliers d'hommes.

En 1944-45 les classes et castes dominantes ont réussi à étouffer à priori toute vague révolutionnaire, même une révolution de palais contre le Führer. La réussite de la conjuration des généraux aurait offert une première occasion pour ébranler l'absolutisme nazi et pour ouvrir une nouvelle ère du mouvement des masses. Souvent ces mouvements sociaux et révolutionnaires furent déclenchés par des révolutions de palais.

Le capital allemand et international (Staline y compris) non seulement n'ont pas pu obtenir assistance aux putschistes du 20 juillet 1944, mais au contraire, ils ont fait l'impossible pour contribuer à l'échec de la révolte. Ils savaient trop bien que celle-ci pouvait ouvrir la porte à une révolution populaire dangereuse.

(1) Rappelons-nous que le général soviétique Vlassov passé du côté allemand au cours de la guerre rapporte dans son journal (Editions Univers, Paris 1947 : « J'ai choisi la potence ») que Staline, informé des préparatifs des généraux contre Hitler, a communiqué ces plans à la Gestapo. Staline préférait une dictature nazie mais solide à des bouleversements sociaux. (Voir le « Libertaire » n° 130 du 21 mai 1948).

L'échec de la révolte du 20 juillet signifie que la société allemande, dans une certaine mesure, n'a pas encore brisé définitivement les barrières de l'absolutisme nationaliste qui s'est maintenu contre la révolte de l'intérieur, il n'a été battu que militairement, par l'extérieur. Si des larges masses militaires se sont détournées du régime nazi, ce n'est cependant pas par leur propre effort direct que ce régime a été renversé.

La défaite militaire de 1945 offrit une deuxième occasion pour le déclenchement d'un mouvement antifasciste des masses. Cette deuxième possibilité a été écrasée militairement et moralement par les Alliés. Les occupants ont créé un nouvel absolutisme qui n'est que la continuation de l'ancien et la préparation d'un nouveau fascisme. Ils ont ramifié et cultivé le nationalisme qui allait en déperissant depuis 1933-1945. Ils ont érigé un système qui sous certains aspects est pire que le régime nazi et qui par conséquent provoque chez beaucoup de gens la nostalgie de la période 1933-39.

La dictature des occupants s'efforce d'empêcher tout développement en avant, au-delà de l'absolutisme fasciste et tâche de rejeter les gens sur des positions nazies. Il n'y a là rien d'anormal puisque les mêmes puissances dès 1918 furent les parrains et les complices du nationalisme et du fascisme allemands.

Le nouveau nationalisme est cultivé surtout parmi les masses de réfugiés qui ont beaucoup souffert et ont tout perdu. Ces anciennes familles paysannes et ouvrières végètent sans moyens dans les baraquements et dans les caves de l'Allemagne occidentale. Ils forment une sorte de sous-proletariat opposé radicalement à la société actuelle. Si ces gens pouvaient être touchés par la propagande anarchiste, leur réaction pourrait être favorable. Malheureusement il n'y a que la propagande nationaliste qui s'adresse à eux et avec un certain succès. Non seulement la droite mais aussi les partis politiques soi-disant de gauche font du nationalisme et réclament le retour des provinces de l'Est. Le danger existe que justement ces victimes du nationalisme deviennent l'avant-garde

d'un nouveau chauvinisme et impérialisme allemands.

L'opinion publique générale et passive, telle que nous la rencontrons dans la rue, au marché et dans le train, est évidemment moins violente. C'est plutôt un mélange de nouvelle indignation nationale contre les démontages et toutes les injustices de l'occupant et en même temps d'un militarisme général qui s'oppose à toutes les formes ou idées militaristes, indigènes ou étrangères. Pourtant, la propagande nationaliste ouverte et camouflée espère gagner peu à peu cette opinion publique.

L'appareil d'Etat sous direction alliée est à nouveau occupé par des nazis notoires et éprouvés.

Jetons un coup d'œil sur les diverses fractions de la réaction allemande actuelle :

1° Le Parti militaire représenté par les généraux qui s'étaient révoltés contre Hitler et qui, aujourd'hui, répandent la légende d'une guerre perdue grâce à la seule incapacité du Führer. Si en 1918 c'était la faute à la social-démocratie, cette fois-ci ce serait le nazisme qui aurait rendu impossible la victoire militaire remportée par le génie de la Wehrmacht et de ses chefs. C'est surtout l'ancien chef de l'Etat-major, M. Halder, qui cultive cette légende dans tous les kiosques de l'Allemagne occidentale : « Hitler als Feldherr ».

Les généraux réclament la reconstitution de la Wehrmacht « sans politique », c'est-à-dire sans hégémonie nazie. La même tendance s'efforce également de sauver le prestige de l'Etat, de l'Armée et de la Justice allemands en se délimitant du national-socialisme.

2° Les Nazis. Il n'y a pas d'organisation nazie clandestine sur le plan national ou même régional. (Le développement d'un mouvement nazi légal et clandestin est plus avancé en Autriche qu'en Allemagne). Dans ce dernier pays on trouve surtout des « amicales d'anciens combattants » d'où sort la « propagande chuchotée ». Selon ces milieux, Hitler était évidemment infatigable et Götterbells avait raison ; selon eux c'étaient, bien entendu, les généraux qui, par leur attentat, avaient empêché la victoire si bien préparée. On trouve de ces opinions même dans la presse.

Le major Remer qui, au service de Hitler, avait trahi et réprimé le putsch du 20 juillet, non seulement se promène en liberté mais a participé récemment à la fondation d'un nouveau parti nationaliste dit « indépendant ». Il est toutefois significatif qu'à cette occasion il a tendu la main aux généraux en vue d'une réconciliation en faveur d'un nouveau front unique nationaliste-réactionnaire. Les généraux ont refusé cette offre : « Pas avec Remer ! »

3° L'Eglise est plus forte que jamais depuis la chute de l'Etat national-socialiste, rival jaloux et dangereux. En Bavière, elle inspire une série de partis profondément réactionnaires et conservateurs. Dans toute l'Allemagne, c'est le Parti chrétien-démocrate qui joue un rôle important et au sein duquel nous trouvons non seulement des catholiques antifascistes, mais aussi de nombreux fascistes notoires.

Les Partis antifascistes sont aussi nationalistes que ceux de la Droite proprement dite. Le parti social-démocrate de Schumacher s'efforce de battre tous les records du nationalisme et copie consciemment les slogans du nazisme. Dans ce jeu, il n'y a que le parti stalinien qui dépasse encore la démagogie chauvine du parti social-démocrate. Cependant, les efforts nationalistes de ces partis antifascistes ne changent rien à leur réputation de collaborateurs avec les puissances d'occupation de l'Ouest ou de l'Est. Quand un jour le régime d'occupation disparaîtra, viendra la récolte de cette période d'occupation, d'oppression et de propagande

SERVICE DE LIBRAIRE

Recommandé

VIPERE AU POING

de Hervé BAZIN

Franco Recommandé 340 fr.

LE COMMUNISME

de Gaston LEVAL

Franco Recommandé 80 fr.

CHANSONS - POESIES

R. Asso : Chansons sans musique, 150 fr. (180 fr.). — Traductions de A. Robin : Poèmes hongrois d'Ady, 50 fr. (65 fr.) ; Poèmes russes de Boris Pasternak, 50 fr. (60 fr.). — Léo Campion : Le Petit Campion (Lexique de bons mots), 100 fr. (115 fr.). — G. Olivan (en espagnol) : Le Romancero de la Liberté, 90 fr. (105 fr.). — A. Gorion : Cris de Révolte, 45 fr. (60 fr.). — Marcel Rioutard : Un jour viendra, 135 fr. (150 fr.). — Jacques Prévert et André Verdet : Histoires, 300 fr. (350 fr.).

RELIGION ET CLERICALISME

Jean Jaurès : L'Eglise et la Laïcité, 40 fr. (50 fr.). — J. Cottureau : Le Complexe clérical, 40 fr. (50 fr.). L'Eglise et

Freinet et les Anarchistes

POLITIQUE ET PÉDAGOGIE

DEUX collaborateurs du Libertaire, deux anarchistes, se sont occupés récemment de Freinet et de son œuvre, avec toute la tolérance et l'effort de compréhension naturels chez des hommes qui luttent pour l'établissement d'une société fraternelle. Le premier de ces articles soulignait la contradiction existante entre les principes pédagogiques et l'appartenance au parti communiste de l'instituteur de Venise, et concluait que si celui-ci devait vivre d'accord avec les principes politiques qu'il défend, il chercherait bientôt des principes plus en harmonie avec son œuvre d'éducateur. Le deuxième narrait la lutte courageuse soutenue par lui contre la réaction locale. Dans les deux cas, la sympathie la plus complète était exprimée, et nous pourrions, si nous nous en donnions la peine, trouver d'autres exemples venant des anarchistes envers celui qui, à mon avis, aurait beaucoup moins de renommée dans un pays où la pédagogie a fait des progrès réellement importants, mais qui n'en est pas moins, en France, et à cette époque, un combattant auquel nous rendons hommage.

Pourquoi faut-il que cette tolérance ne soit pas réciproque, et que cet homme avec qui, indépendamment de ses conceptions sociales, nous nous sentons solidaires, se soit conduit envers nous d'une façon lamentable ? Voici, en effet, ce que nous trouvons aux pages 17-18 du petit livre *Conseils aux Parents*, dont il est l'auteur, à propos des anarchistes et de l'anarchisme :

« Nous avons eu, dans notre école, un garçon de onze ans. Ka, fils de parents anarchistes de race (1) qui était désespéré de ne rien pouvoir tirer de lui. Ka, qui ne manquait cependant pas d'intelligence, semblait froid et indifférent à tout, trop tôt désabusé, comme déjà las de vivre. « Dès son plus jeune âge, Ka avait été malgré lui imprégné par cette atmosphère d'insécurité dans laquelle vivaient ses parents, sans cesse traqués, vivant en marge de la société, pratiquant en permanence et de parti pris le mensonge social et politique, obligés de se travestir parfois pour fuir, de se cacher, de cacher des complices, et, le cas échéant, de jouer du revolver. »

« Ka n'avait pas essayé de comprendre, et il n'aurait d'ailleurs pas pu. Il avait vécu ses premières années dans une atmosphère familiale et sociale tout à fait différente de l'atmosphère normale. Sa nature n'avait connu ni la sincérité, ni la vérité. Intuitivement, subconsciemment, Ka avait été persuadé que le propre de la nature humaine, l'essentiel de sa moralité, c'était cette duplicité permanente qui avait été autour de lui la grande règle de vie. Pour ce qui concerne le travail, notamment, il avait été profondément influencé par des théories et des pratiques qui en étaient comme sa condamnation sociale. »

« Et de fait, Ka n'était plus perméable à la droiture, à la sincérité, à ce que nous appelons la vérité. Il mentait par nature, comme d'autres disent la vérité par nature. Lui parler de vérité était aussi vain et inutile que de parler de couleur à un aveugle. C'était là des notions qui étaient étrangères à son comportement fonctionnel. »

« Il en était de même pour le travail qu'il considérait malgré lui comme une chose antinaturelle, à laquelle on ne se résout que lorsqu'on y est contraint. — par ce que le comportement social est déterminé en lui ces règles de la vie. »

Si, dans l'exemple qu'il cite, Freinet avait dit qu'il s'agissait d'un cas particulier, d'une famille anarchiste illégitime qui, comme tous les illégitimes, quels qu'ils soient, sont obligés de vivre et vivent dans les conditions anormales, nous n'aurions pas à protester, quoiqu'il soit absolument inexact

infeste. Alors le rôle des partis politiques antifascistes s'avérerait bien moins important qu'à l'heure actuelle où ils agissent impunément sous la protection des puissances d'occupation.

(à suivre)

que la vie illégale ait fatalement de tels résultats. Pour la loyauté de la discussion, nous admettons qu'il s'est trouvé des individus qui, se réclamant de l'anarchie, ont vécu dans des circonstances à peu près semblables à celles qu'il décrit. Mais ce furent des cas exceptionnels, et Freinet parle d'« anarchiste de race » c'est-à-dire de véritables anarchistes. Fatalement, la majorité de ses lecteurs doit supposer que les anarchistes véritables sont des gens malhonnêtes, dissimulés, paresseux par principe, qui, volontairement, tournent le dos à toute règle d'éthique individuelle, et sont des parasites sociaux.

Qu'un homme exerçant la fonction la plus noble que l'on puisse exercer : celle d'éduquer l'enfant, de préparer

l'anarchiste Francisco Ferrer ? Non seulement il apporta sa part d'idées nouvelles, mais en pleine Espagne monarchiste et réactionnaire, il fonda des centaines et des centaines d'écoles pour combattre l'enseignement catholique et étatique. Il fut aidé par des libres penseurs de différents pays, mais il compta parmi ses collaborateurs les plus dévoués, les anarchistes Eliseo Reclus, Jean Grave, Charles Malato, et celui qui fut, en Espagne, son bras droit, Anselmo Lorenzo. Il fut, dans ce pays, aidé constamment par les groupements et les syndicats anarchistes. Ce n'est qu'en eux, ses camarades, qu'il eut un appui constant. Et ce sont eux qui, après que ce grand réalisateur eût été fusillé dans les fossés de Montjuich par ceux qui voulaient tuer en

vie sociale, la personnalité de l'enfant. Et tous ces théoriciens et tous ces réalisateurs ont, systématiquement éliminé les vieilles formes autoritaires pour les remplacer par l'initiative individuelle et collective et le « self government », afin que l'enfant soit le plus possible un libre investigateur, une intelligence créatrice, une volonté consciente.

Tout cela, c'est de l'anarchie qui s'ignore presque toujours, mais de l'anarchie. Et les instituteurs libertaires que j'ai vus, en Amérique du Sud, appliquer avec enthousiasme les doctrines pédagogiques nouvelles, et les discuter dans les congrès où ils étaient souvent parmi les principaux animateurs, y voyaient une concordance absolue avec leurs conceptions sociales qui, vous le voyez Freinet, n'étaient pas l'immoralité et la faimantaise élevés à la hauteur de principes.

Dans votre petit livre, vous vous déclarez partisan de l'autorité. Mais dans la mesure où vous êtes un pédagogue moderne, non en ce qui concerne la technique du travail — sur ce terrain, les Jésuites font des merveilles, et depuis longtemps —, mais quant à l'esprit et aux buts de l'enseignement et de l'éducation, vous êtes, vous aussi, un anarchiste. Vous êtes un pédagogue moderne selon que vous remplacez l'autorité par le conseil, par la direction alliée à la liberté, par le travail commun où la supériorité intellectuelle ne se manifeste pas autoritairement, et tend à rendre les enfants et les futurs adultes capables de ne pas avoir besoin d'elle.

Cela, c'est de l'anarchie en action.

Toute la pédagogie moderne en est imprégnée, et elle pénètre même dans bien des écoles de l'Etat par l'intermédiaire d'instituteurs et d'institutrices qui tendent de plus en plus à devenir les camarades de leurs élèves à mesure que ceux-ci avancent en âge.

Les anarchistes n'ont donc pas à apprendre la loyauté, la morale digne de ce nom, la droiture, la sincérité. Ils n'ont pas à apprendre l'obligation du travail que Bakounine réclamaient pour tous en proclamant : « Qui ne travaille pas est un voleur ». Et ils se sont aussi, depuis longtemps, au prix de sacrifices que vous ignorez, Freinet, occupés de l'enfance, et de la pédagogie. Peut-être, s'il paraît une deuxième édition de *Conseils aux Parents*, s'atténueriez-vous ce jugement que la passion politique et une généralisation bien peu scientifique, sinon une ignorance inadmissible pour l'homme responsable qui juge les autres, vous ont fait porter sur nous. Mais, quelle que soit votre attitude, nous n'en continuons pas moins à défendre votre œuvre dans ce qu'elle a d'utile et de courageux. Et notre attitude, prouvée à ceux qui nous l'ont impartitalement, la droiture, la vérité et la sincérité sont les qualités morales qui inspirent, fondamentalement, les « anarchistes de race ».

(1) C'est moi qui souligne.

AU MAROC

Une réalisation — Un exemple L'enfance et l'école

JUDI 6 octobre, a eu lieu l'inauguration, près d'Azrou, du « Camp des Bâtisseurs » de la Fédération Marocaine des Œuvres Laïques.

Cette réalisation mérite d'être signalée.

L'an dernier, un instituteur de Rabat conçut l'idée de créer un camp de vacances selon une conception nouvelle : il s'agissait de remplacer les grands bâtiments, forme « caserne ou internat » par de petits pavillons séparés. Dans chacun, une petite équipe (8 enfants) y vivrait d'une façon plus familiale, plus intime, se sentirait chez soi. Mais la grande innovation consistait à faire construire ces petits chalets par les enfants eux-mêmes.

Lorsque ce maître exposa son idée, il rencontra d'abord un certain scepticisme ; cependant la Fédération des Œuvres Laïques comprit tout de suite qu'il y avait là une expérience intéressante à tenter. Par sa foi, son enthousiasme et des études détaillées et précises, le promoteur de ce plan emporta également l'accord de la Direction de l'Instruction Publique. Un autre instituteur de Meknès, tout de suite conquis ce projet, s'adjoignit à lui, et vers la fin juin, ces deux pionniers : Darne et Mitjavet débarquèrent avec une quarantaine d'enfants de 13 à 15 ans en pleine forêt du Moyen Atlas.

Les débuts furent difficiles. Le premier soir il fallut coucher sur la dure et à la belle étoile. Les premiers temps, le ravitaillement posait tout un problème (le centre le plus près, Azrou, est à une dizaine de kilomètres). Pas de routes, de mauvaises pistes qu'il fallut aménager, parfois tracer entièrement. Qu'importe, l'enthousiasme régnait et dès le premier jour, on se mit au travail, on se transforma en terrassier, en maçon, en charpentier. D'autres difficultés surgirent : les matériaux n'arrivaient pas en temps voulu, l'argent manquait parfois (cette initiative était financée par les œuvres laïques du Maroc qui sont loin d'être riches). S'attaquant à toutes ces embûches, et nous n'en citons que quelques-unes, avec une ardeur que rien ne décourageait et une foi qui force l'admiration, notre équipe accomplit sa mission. Aujourd'hui au milieu de la forêt, 10 pavillons plus une cuisine semblent

jouer à cache-cache parmi les chênes-verds centenaires.

Certes, le côté matériel de cette réalisation est admirable, mais ce qui est encore plus beau, c'est la méthode employée, l'esprit qu'on y a mis, les deux animateurs, tous deux propagandistes convaincus des méthodes nouvelles d'éducation.

Cette petite société, qu'ils appellent la « République des Bâtisseurs » doit être un exemple non seulement pour des œuvres semblables, mais pour les hommes eux-mêmes.

Selon les principes qu'ils professent, les deux instituteurs ne firent jamais preuve d'autorité. Ils étaient, pour les enfants, des conseillers techniques auxquels on vient en toute confiance demander un avis, mais qui sans jamais imposer, cherchent à faire trouver par l'intéressé lui-même la notion qui lui manque. Une solidarité réelle régnait dans ce petit monde où la hiérarchie n'existait pas. Certes, on avait élu un « Conseil municipal » et même un maire, mais ce n'était pas des chefs. C'étaient des RESPONSABLES qui chaque soir après le travail, rendaient compte devant l'assemblée générale des événements de la journée et devaient répondre aux questions posées, au besoin justifier leur attitude. On mettait au point ensemble le plan de travail du lendemain. Il y avait même un garde-champêtre, mais son rôle n'était pas de sévir. Il relevait les délits, ou ce qu'il croyait tel, et les exposait en présence de l'accusé qui avait toute latitude pour se défendre, devant l'assemblée qui décidait de la sanction. Et celle la plus redoutée était d'être privé de travail le lendemain. N'est-il pas admirable d'avoir su inculquer aux enfants un tel esprit de solidarité, un tel sentiment des responsabilités, que chacun craignait par dessus tout d'être jugé par les autres indignes de participer à l'œuvre commune.

Et maintenant, Camarades, reviviez par la pensée l'existence joyeuse, pendant 2 mois, de ces enfants de moins de 16 ans qui, sans distinction de race, d'origine, de religion, ont été capables de fonder une véritable communauté libertaire et égalitaire. Ne pensez-vous pas que si les hommes pouvaient s'en donner la peine, ils pourraient en faire autant ?

JARNAUD.

Prière d'ajouter 25 fr. si vous désirez que votre envoi soit recommandé. Nous ne répondons pas des pertes postales, si le colis n'est pas recommandé. Tous les envois de fonds doivent parvenir à JOURNAL LIBERTAIRE, 45 rue de Valenciennes, Paris (X), C.G.P. 5561-76.

La guerre s'installe

« Les ouvriers du port de Marseille ont décidé d'appliquer la consigne de la Fédération des Ports et Docks C.G.T. pour toute la France, d'une grève perle entre le 2 et le 9 novembre. Ils déclarent en outre comme l'ont fait déjà ceux de la Pallice et d'Alger, qu'ils se refusent, à partir de mercredi, à charger les munitions et les armes à destination de l'Indochine. »

(Les Journaux.)

L'INTERNATIONALE des Gens de Mer vient d'élire domicile à Marseille, sur ordre de la F. S. M. Telle est la nouvelle que le monde ouvrier et le monde tout court ont appris par voie de presse il y a quelques jours. Qu'est-ce que cette Internationale ? L'un des départements professionnels de la « grande » organisation mondiale placée sous la direction des Staliniens par le truchement de Saillant, l'homme pour qui l'argent n'a

par J. BOUCHER

vraiment pas d'odeur. Même lorsque celle-ci est celle du cadavre. A cette Internationale sont rattachées toutes les professions ayant quelque rapport avec le trafic maritime, depuis les inscrits jusqu'aux pêcheurs caboteurs en passant par les dockers. Et cela pour le monde entier.

Voici trois ans, lors du déclenchement de la guerre en Indochine, les syndicalistes de toutes obédiences mais révolutionnaires s'étonnaient de l'apathie des dockers chargeant consciencieusement les bateaux à destination de l'Extrême-Orient, transportant armes et troupes pour la « sale » guerre. Nous étions à peu près les seuls à nous rendre compte du POURQUOI de cette apathie. A l'époque, en France, un peu partout, les communistes sur ordre du Kremlin « participaient ». Mao Tsé Tung n'était qu'au début de sa carrière. Les quelques milliers de cobayes tués en Indochine devenaient en quelque sorte nécessaires à Staline comme garantie de la neutralité soviétique donnée aux banques occidentales. Aujourd'hui la situation s'est renversée. L'organisation Kominformisme est en place. La F.S.M. n'est plus souillée par les Deskis et autres cosmopolites. « Ils » ne participent plus nulle part en Europe. Mao Tsé Tung approche des frontières indochinoises et ses mercenaires serrent la main tendue des policiers et douaniers britanniques au-dessus des bornes symboliques séparant la Chine communiste du territoire capitaliste de Hong Kong. Il n'y a plus que ce damné Tito pour empêcher les Cosaques et les Mongols de danser en rond.

Voilà pourquoi, après trois ans d'absence, les leaders cégétistes des dockers viennent ENFIN de donner l'ordre à leurs troupes d'arrêter, de boycotter tout chargement à destination de l'Indochine, de revendiquer, de s'agiter, de faire grève — perle ou non, illimitée ou non — jusqu'à ce que les avantages réclamés soient arrachés. Revendications dont on se fout stalinienement en haut lieu, mais servant de paravent pour l'action internationale en cours. Il faut à tout prix aider Mao car la contre-offensive américaine se dessine ouvertement dans le Sud asiatique. Donc... intervention de l'Internationale des gens de mer, «i et là, en France (puisque la France est le cobaye américain), en Angleterre et jusqu'aux U.S.A. Marseille n'a pas été choisi au hasard par le Kominform syndical. Ne serait-ce que pour servir d'officine d'espionnage pour les Balkans en ébullition.

VIVE LA HIÉRARCHIE !

DANS le journal mensuel de la C. G. T., Métro-Bus, d'octobre 49, Berthié condamne ceux qui partent en guerre contre la hiérarchie. « Ceux qui pensent ainsi, dit-il, ont tort et pour plusieurs raisons : « 1° Les cadres et les agents de maîtrise, dans le monde ouvrier une minorité. Les sommes qui leur sont allouées, distribuées par la suite à l'ensemble des salariés jusqu'à tant que chacun ait une somme identique n'apporte rien ou presque rien. « 2° La hiérarchie intéresse en premier lieu les ouvriers qualifiés « catégorie la plus nombreuse », ne pas l'appliquer ou l'appliquer imparfaitement, c'est les frustrer d'un gain important. « 3° En développant cette théorie, nous créons la division dans nos rangs et nous nous privons de l'appoint des catégories de salariés indispensables pour remporter la victoire contre les trusts. « Cette façon de voir, traduit de la part des camarades — ceux qui sont contre la hiérarchie — un manque de confiance dans les capacités de lutte des ouvriers ; car elle admet en somme, que la classe ouvrière est incapable d'obtenir par son combat, l'amélioration du standard de vie de celui qui se trouve au bas de l'échelle sociale. »

Suit toute une argumentation que nous voulons bien croire sincère, mais qui, dans le même pathos, est aussi erronée. Les cadres et la maîtrise sont une minorité. C'est l'évidence même, seulement au Métro il y a dans les cadres et la maîtrise près de 6.000 agents pour un peu plus de 25.000 agents d'exécution, ce qui donne des chiffres sensiblement différents quant aux résultats qu'alignent Métro-Bus, où l'article de Berthié donne 32.000 agents à l'effectif et Thoirion 34.000 !

Les élections à la R.A.T.P. de novembre 48 ont un peu plus de 30.000. Qui croire ?

Chronique sportive

(SUITE DE LA PREMIERE PAGE)

qui mènent à la vérité stalino-léniniste sont coupés par les coups de sifflets d'un arbitre partial, « marchant » et possédant une hérédité ayant des rapports avec les grands sauriens des époques préhistoriques, car une sérieuse résistance s'est manifestée parmi les travailleurs de la métallurgie parisienne qui cultivent en général l'amour du parti avec celui du ballon.

Ils ont trouvé que tout de même le parti allait un peu fort. Ils l'ont dit. Attendons-nous donc, l'affaire étant mal engagée, à assister, à travers une « auto-critique marxiste » à des aveux spontanés de la part du gâfleur qui, proposé à la propagande sportive, a manqué à ce point de psychologie.

Il ne restera de cet incident comique-sportif, qu'une nouvelle certitude : l'impossibilité à l'activité sportive, au même titre que les autres activités d'ailleurs, de se développer normalement en dehors d'un climat de liberté entière.

P.-S. — Marcel Cerdan a disparu avec 45 de ses compagnons à la suite d'une catastrophe aérienne. L'homme était sympathique et ne paraissait pas avoir été complètement gâté par la stupide adulation des foules. C'est une raison supplémentaire pour être éconcré par la dégoûtante exploitation de ce pénible accident par une presse sans pudeur. Il faut d'ailleurs convenir que dans ce domaine de « l'idéal » le quotidien communiste du soir « Ce Soir » s'est particulièrement distingué.

A propos, le mécanicien du bord était sûrement, lui aussi, un brave type.

Nous avons relevé aussi l'affirmation toute gratuite suivante : « La presque totalité du personnel d'exécution est à l'échelle 5 A et 5 C ». Et aussi cette perle : « La théorie de la négation de la hiérarchie des salaires n'a qu'un but : diviser, faire dresser les travailleurs les uns contre les autres pour mieux les battre ». Qu'il Que Berthié le veuille ou non, celui des échelles basses, a autant besoin de manger que celui des échelles hautes. Et pas seulement ce besoin là à satisfaire, mais bien d'autres encore et tout autant que les caïds.

par CARON

Pour nous, tout ce qui tend à l'inégalité sociale est réactionnaire, la hiérarchie est une injustice sociale et nous la combattons toujours et partout.

Lorsque l'on parle d'égalité économique on nous rétorque toujours que donner à chacun suivant ses besoins, aboutirait à voir les ingénieurs se désintéresser de leur fonction, qu'il faut créer l'émulation, ou alors voir les élites prendre rang parmi les manœuvres, puisque chacun serait sur un pied d'égalité.

Outre que ce raisonnement est faux — parce qu'il est tout de même plus agréable de faire une tâche intellectuelle et propre, que de peiner et se salir, il y a dans la masse, des individus susceptibles de remplacer les élites défaillantes. Nier ce que nous avançons, c'est dénier à la classe laborieuse toute possibilité d'émancipation par elle-même.

Mais le fond du problème n'est pas là.

Les individus ne naissent pas avec des possibilités physiques et intellectuelles identiques, de plus les possibilités matérielles sont différentes dans chaque foyer, elles aggravent encore l'inégalité des possibilités innées. Ainsi, deux êtres nés à la même époque, l'un au foyer pauvre, l'autre au foyer riche ou simplement aisé, même s'ils ont les mêmes prédispositions et valeurs, auront une vie différente. Le pauvre ira à l'école dès 14 ou 15 ans — où il apprendra la richesse collective — alors que l'aisé ou le riche ira à l'école jusqu'à 25 ou 30 ans — où il augmentera sa richesse personnelle. Le premier ouvrira très tôt et toute sa vie, pour un salaire infime par rapport à ses besoins, le deuxième dès sa sortie de l'école aura droit à X fois ce que touche le premier. On aura tout simplement agrandi l'inégalité entre ces deux êtres, d'où mépris et haine. Dans la lutte sociale ils ne peuvent être un et l'on voit pour l'instant ceux des échelles basses faire les frais de ce que nous avançons puisqu'ils ont chaque « victoire » donne 1.000 francs aux prolétaires 10.000 fr. à l'ingénieur. Les ouvriers du Métro sont placés pour s'en rendre compte, à chaque rappel, à chaque augmentation qu'ils reçoivent après bien des aléas, l'écart s'aggrave. Il y a eu la prime R. J., le reclassement et tant d'autres choses que tous, éconcrés, constatent qu'ils sont « comme ils disent » les tétrards.

D'où vient l'argent qui permet d'aller

UNE « ŒUVRE SOCIALE... ! » DE LA S.N.C.F.

Nous avions en l'occasion, il y a quelques mois, de parler des cantines de la S.N.C.F. Nous y revenons aujourd'hui, non pour nous attaquer à la qualité de la nourriture, mais pour parler de ce que prouve l'existence de ces cantines. La première chose qui nous frappe le plus lorsque vous arrivez à l'heure du repas à la porte de l'une de ces cantines — que ce soit à la gare du Nord, à la gare de l'Est, à Saint-Lazare ou à Cléchy — ce sont les longues files de cheministes qui attendent pour recevoir la pitance. J'ai fait la tournée des cantines : à la première, 25 minutes d'attente avant d'avoir accès dans la salle, cependant qu'une salle spéciale était réservée aux cadres qui se retiraient pour faire la

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

L'usine aux ouvriers — La terre aux paysans

La Conférence Nationale des Syndicalistes Révolutionnaires

L y a un mois nous annonçons ici même la tenue de la première conférence nationale du Cartel national d'Unité d'action syndicaliste, les 12 et 13 novembre 1949, en l'Hôtel des Sociétés Savantes.

D'ores et déjà son succès apparaît comme assuré. Les organisateurs, membres du Cartel national, ont reçu l'adhésion de fédérations, unions régionales, syndicats, tendances, groupes, voire même d'individuels, appartenant à toutes les nuances de l'arc-en-ciel syndical. Tous et toutes ont répondu présent. Tous et toutes, angoissés par les problèmes de l'heure, ont voulu faire le point, le bilan des expériences tentées depuis la Libération. Ils veulent, avec objectivité, avec lucidité, prendre contact, afin d'éliminer ce qui divise pour ne garder que ce qui peut unir. L'EPARILLEMENT SYNDICAL NE LES ENCHANTE NI LES UNS NI LES AUTRES.

Trois rapports essentiels y seront présentés :

1° Le rapport moral du Cartel retra-

cera la vie de l'organisme depuis sa création jusqu'au 1^{er} novembre 49. Ce qu'il fit, ce qu'il fut et qu'il aurait pu être.

2° Le rapport revendicatif développera le programme minimum d'unité d'action qui, jusque là, unit les organisations participantes. Chaque délégué, chaque individualité devra se prononcer sur l'ancien programme ou y apporter les modifications nécessaires. Ce rapport permettra de débrouiller le chemin pour une entente solide et efficace entre syndicats ou fédérations d'industrie de nuances diverses lors des prochains conflits. Il aura pour tâche de rassembler, d'unifier.

3° Ce troisième rapport sera sans conteste le plus important des trois. C'est de lui qu'en définitive dépendra le sort ultime de la conférence. Centrale nouvelle ou pas centrale nouvelle ? Tel est le dilemme devant lequel seront placés les délégués et représentants présents.

Lors de sa création, le Cartel ne pensait pas que les événements sociaux évolueraient avec autant de rapidité. La naissance de la Centrale « Indépendante », le manque de moyens financiers et matériels des minorités, l'acuité de la crise économique forcent maintenant les militants syndicaux à se prononcer. Chaque jour, chaque heure voient des éléments ouvriers de valeur quitter les confédérations politisées ; des cotisants se refusent catégoriquement à verser leur obole aux fonctionnaires du mouvement syndical parce qu'éconcrés, ne croyant plus à aucun de ces fonctionnaires. Ces éléments, ces groupes de militants errent dans la nature, sans but précis, sans efficacité aucune, parce que privés de liaisons et de possibilités. LE CARTEL NATIONAL D'UNITÉ D'ACTION SYNDICALISTE NE POUVAIT ÊTRE LE POLE ATTRACTIF DE CES CAMARADES PARTIS DANS LA NATURE PARCE QUE COMITE DE LIAISON DE DIVERSES ORGANISATIONS ET NON CENTRALE.

Aujourd'hui, plus que jamais, le regroupement ouvrier s'impose. Et c'est ce grave problème qui marquera le cœur des militants réunis aux Sociétés Savantes, Centrale ou pas Centrale ?

Fidèles aux décisions du Congrès de Lyon, nous répondons sans équivoque : Centrale.

Nul doute que l'ensemble des syndicalistes conscients, devant les conjonctures politiques et économiques de l'heu-

re, en toute impartialité, contre le réformisme stérilisant et facteur de scepticisme, le seul souci de remettre en selle le syndicalisme révolutionnaire, se prononcera pour la nouvelle centrale où viendront se fondre une multitude de Minorités, d'Autonomes, de Fédérations, ce qui diminuera d'autant l'imbroglio syndical et la dispersion des efforts.

NORMANDY.

Les "gens sérieux" et nous

On a dit que les libertaires étaient des démagogues. En effet, les chemins anarchistes ont eu le fier toupet de dire, au sein des organisations syndicales, qu'il fallait actuellement un MINIMUM de 30.000 francs par mois pour vivre. Et les bons apôtres du réformisme politique de pousser des cris de pourcentage qu'on égorge : « Les anarchistes sont des rigolos ! », « Ils ne seront jamais sérieux ! », etc. Lorsqu'on veut tuer son chien, on dit qu'il a la rage.

Les chiffres, cependant, parlent, et nous pouvons voir à quel point les « gens sérieux » ont bonne mine... Un petit déjeuner du matin vaut au minimumFr. 50

Le repas de midi, dans le restaurant le plus simple : 4 potageFr. 20 4 bifteck-frites450 4 fromage25 4 verre de vin20 Pain40

Soit un total de225 Plus le service22,5

En grosFr. 250 Même dépense pour le repas du soir250 Chambre (prix le plus bas, ou moyenne, par nuit)200

Ce qui nous donneFr. 750 de dépense journalière et 22.500 francs par mois, et là-dessus nous ne comptons pas les dépenses pour : blanchissage, habillement et nettoyage.

Ah ! les gens sérieux, ceux qui disent qu'on peut vivre avec 3.000 francs d'augmentation sur les 43.000 francs par mois de l'homme d'équipe, ou nous, les anarchistes, qui disons ne pas pouvoir vivre avec moins de 30.000 francs par mois ?

Alors, les « gens sérieux », un peu de logique... Raymond BEAULATON.

Communiqué à la Presse TRAVAILLEURS du Livre !

Après le télégramme d'Ehni à la C. G. T. tchèque lors de l'arrivée au pouvoir de l'équipe stalinienne ; Après celui du même Ehni à Togliatti lors de l'attentat perpétré contre le Thorez italien ;

Après les insultes de Croizat et de sa clique lors des grèves de la Presse, la bureaucratiation et la politisation accélérée de la Fédération du Livre C.G.T., Voici maintenant la nouvelle « augmentation » accordée aux travailleurs du Livre : 10,5 % pour les Parisiens, 8 % pour les provinciaux. Quant aux ouvriers de Presse, les 12 %, qu'ils touchaient déjà leur sont « confirmés » !

Ainsi, cinq mois après le congrès de Bordeaux, les décisions prises à celui-ci sont bafouées. Il avait été dit en juin 1949 que le fossé existant entre Livre et Presse, entre Paris et Province, devait être comblé au plus vite, que la Fédération se devait d'agir pour faire revaloriser la profession ultra-dévaluée.

10,5 % n'est pas une revalorisation mais une aumône ! 10,5 % pour Paris, 8 % pour la province, 12 % à la Presse, 3 jeux de tarifs différents pour des ouvriers d'égale valeur et de technique identique.

Camarades du Livre, en voilà assez ! La Fédération du Livre C.G.T. s'est moquée et continue à se moquer de vous.

Elle n'a tout juste pour tâche que de remplir les caisses vides des Unions départementales et de faire croire au démocratisme d'une confédération entièrement placée sous le contrôle du Parti Communiste, sectaire et dictatorial.

Contre la politisation des syndicats, contre le stalinisme, la fausse démocratie et le gaullisme représentés par la C.G.T., la F.O., la C.F.T.C., et les Indépendants.

Contre les manquements aux différentes résolutions du Congrès de juin 1949.

Pour une augmentation effective des salaires par l'attribution d'une prime uniforme mensuelle égale pour tous, l'échelle mobile après rajustement, les 40 heures, la parité absolue entre presse et livre, le paiement à 75 % des heures chômées, la suppression des zones et la non-réligibilité aux postes permanents après deux ans d'exercice.

Refusez-vous à jouer le jeu de dupes que vous commande votre bureau fédéral, fidèle serviteur des bonzes cégétistes.

Les vrais syndicalistes n'ont plus rien à faire dans une centrale politisée et gangrenée, impossible à redresser de l'intérieur !

ADHÉREZ TOUS AU SYNDICAT AUTONOME DES TRAVAILLEURS DU LIVRE dont les éléments constitutifs figurent parmi les minorités les plus actives à Bordeaux.

Brisez vos chaînes ! Rejoignez le S.A. T.L. pour mener le vrai combat syndicaliste.

J. BOUCHER, MAHDI, POITEVIN, LETENDRE, BESANCON.

Permanence : 20, rue de Santeuil, Paris (5^e). Tél. : P.O.R. 24-53, les mardis et jeudis de 18 à 20 h. Les samedis après-midi de 14 à 19 h.

Paysans et Staliniens

A U moment où le parti communiste français, avec Thorez et Waldeck-Rochet en tête, demande une modernisation accélérée et totale de l'agriculture « pour que la production intensive permette des prix de revient plus bas », il nous a paru utile de rappeler une série de lois votées — et toujours en vigueur — et des discours prononcés par les grands porte-paroles du parti peu de temps avant la guerre.

Nos lecteurs et amis verront à travers ces textes la duplicité des staliniens et comprendront très bien que M. Waldeck-Rochet puisse demander simultanément, en 1947, dans La Terre, organe du parti communiste dans les campagnes, l'augmentation du quintal de blé alors que l'Humanité, organe du P.C.F. dans les villes, faisait appel à la compréhension des paysans pour que ceux-ci ne réclamaient point le relèvement du prix de ce même quintal de blé.

Lois votées par le P.C.F. : a) loi du 8 juillet 1933 prévoyant des pénalités sur les rendements importants en blé ; b) loi du 24 décembre 1934 limitant les emblavures et dénaturant une partie de la récolte en blé ; c) loi du 30 décembre 1939 prescrivant la distillation de 30 millions d'hectolitres de vin ; d) loi du 24 mars 1936 limitant la culture de la chicorée.

Décrets-lois contre lesquels ne s'éleva pas le P.C.F. : a) décret-loi du 25 novembre 1935 ordonnant la dénaturation au bleu de méthylène du blé excédentaire ; b) décret-loi du 17 juin 1938 ordonnant la distillation obligatoire en alcool de plusieurs millions de quintaux de blé ; c) décret-loi des 23 décembre 1937, 17 juin 1938, 27 janvier 1939, ordonnant la distillation de plusieurs millions d'hectolitres de vin ; d) décret-loi du 31 janvier 1935 contingentant la culture de la chicorée.

Et voici quelques extraits de discours qui montrent bien ce qu'est et ce que veut le P.C.F. : « Je pense qu'il faudra, pour la récolte de 1939,

revenir au contingentement prévu par la loi, et cela surtout pour endiguer la menace de surproduction qui, vous le savez, pèse sur les producteurs de blé en France. » (Renaud Jean, 18 décembre 1938.) Ce même Renaud Jean déclarait, le 17 décembre 1935, à l'Assemblée : « La récolte de vin de 1935, nous l'avons apprise ces jours-ci, est de l'ordre de 93 à 95 millions d'hectolitres, ce qui portera les stocks à 103 ou 104 millions d'hectolitres, disponibilités plus grandes qu'en 1934. Là aussi il faudra que le gouvernement nous dise, et bientôt, quelle sera sa politique, aussi bien en ce qui concerne l'augmentation de la consommation que, si c'est nécessaire, la limitation de la production. » Et pourquoi cette limitation de la production ? C'est Waldeck-Rochet (1), dauphin de Renaud Jean, qui nous le déclare

le 10 février 1938 dans L'Humanité :

« En admettant que les mesures d'assainissement du marché permettent UN RELEVEMENT DES COURS, il en résultera que la culture maraîchère, étant redevenue rémunératrice, l'accroissement de la production reprendra à un rythme accéléré. CE QUI NE MANQUERAIT PAS DE PROVOQUER UN EFFONDREMENT DES COURS, IL APPARAÎT DONC NECESSAIRE DE LIMITER LA PRODUCTION. »

Après cela il ne reste plus qu'à tirer l'échelle et à jurer comme ils le méritent ceux qui se prétendent être les seuls « défenseurs » du monde ouvrier et paysan français. LAVOAT.

(1) M. Waldeck-Rochet, leader communiste, est vice-président de la Confédération générale de l'Agriculture.

Vient de paraître : Le Communisme

C'EST le titre de la nouvelle brochure parue aux Editions du Libertaire et signée Leval. Notre camarade a divisé ce bref ouvrage en trois parties bien distinctes. Dans la 1^{re} partie il traite du communisme en tant que fait naturel, force de la nature, consécutive à l'esprit d'entraide — intéressé ou non, calculé ou instinctif — régissant tant le monde animal que le monde des hommes. Et là ressort le « kropolisme » de notre ami.

Dans la seconde partie, il s'attache à développer ce qu'est devenu ce communisme naturel dans le « paradis des travailleurs » : l'U.R.S.S. Grâce à des statistiques puisées aux meilleures sources (les Cahiers de l'Economie soviétique, le Troad, la Pravda, France-U.R.S.S., etc.) il démontre la dégradation de ce communisme tant prôné et tellement trahi par les maîtres du Kremlin et leurs propagandistes patentés des partis communistes nationaux. La critique de l'inégalité sociale de la super-hiérarchie de la « politisation » sévissant dans la « patrie du socialisme » est d'un maître. Et là les chiffres ne paraissent plus arides. Ils sont justifiés. Ils sont preuves.

Dans la dernière partie Leval montre ce qu'est le vrai communisme, le communisme libertaire. Et de dresser un court tableau des réalisations espagnoles pendant la courte période 1936-1939.

Une brochure bien faite et que tous les militants doivent acheter. J. B.

En vente au « Lib. »

LE COMMUNISME de Gaston Leval

Brochure éditée par la coopérative « Edition du Libertaire »

La brochure 40 fr., franco 55 fr. ; par 12 brochures 320 fr., franco 390 fr. ; par 24 brochures 640 fr., franco 760 fr. ; par 36 brochures 960 fr., franco 1.120 fr.

Ajouter 25 fr. si vous désirez le colis recommandé.

C.C.P. Paris 4-730-94 A. Moine, 30, rue Biot, Paris (10^e).